

VASTE OPÉRATION DE RATISSAGE À L'EST DE BOUIRA

Un terroriste abattu et plusieurs casemates détruites

Dans la nuit de samedi à dimanche, une patrouille de l'ANP, qui était en embuscade au lieu-dit Ouled-Regad, localité située aux frontières sud-est de la wilaya de Bouira avec celle de Bordj-Bou-Arréridj, a réussi à mettre hors d'état de nuire un terroriste et à récupérer son arme, un kalachnikov, apprend-on de sources sûres.

Selon ces dernières, la patrouille de l'ANP opérait un ratissage des lieux depuis vendredi dernier, suite à des informations faisant état de la présence dans les parages d'un groupe terroriste appartenant au GSPC et qui active dans le périmètre compris entre les communes d'Ath-Mansour, Ahnif, El-Adjiba et Ouled-Rached dans la wilaya de Bouira, dans la vaste forêt de Tamellahth, jusqu'aux limites nord de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj.

Hier encore, l'opération se poursuivait et des informations concordantes faisaient état de l'utilisation de l'artillerie lourde par l'ANP qui a détruit plusieurs casemates.

Si pour le moment, le bilan final de cette opération n'est pas établi, l'on indique cependant que le terroriste abattu est originaire de la commune Ath-Mansour et qu'il aurait rejoint le maquis terroriste dès l'année 1994 à l'âge de 16 ans.

H. M.

RELIZANE Un réseau de fabrication d'engins explosifs neutralisé

De sources bien informées, on a appris que le procureur de la République de Relizane a ordonné d'écrouer six individus sous les chefs d'inculpation d'appartenance à un groupe terroriste, détention de produits explosifs et atteinte aux biens d'autrui tandis que deux autres personnes ont été mises sous contrôle judiciaire pour une affaire qui remonte au 15 décembre 2007.

En effet, à cette date une enquête minutieuse a été enclenchée par les éléments de la police judiciaire suite à l'incendie survenu dans un garage de tôlerie au lieu-dit cité «Castor», au chef-lieu de wilaya.

A. Rahmane

GESTION ET SÉCURISATION DES TRANSACTIONS BANCAIRES Des «solutions globales» sont proposées

La société Byosec, spécialisée en monétique, ATM et gestion et sécurisation des processus informatiques et sécurisation des transactions bancaires ainsi que dans le transfert de fonds, a engagé récemment un partenariat avec le leader américain Euronet Worldwide.

Des domaines pour lesquels la société Byosec, qui est déjà présente dans notre pays, veut apporter son expertise et des «solutions globales», selon son directeur général Algérie, André Verguey.

En ce sens, Byosec a enclenché une série de rencontres et séminaires avec plusieurs représentants de l'establishment bancaire et financier et de l'Administration nationale.

Egalement, cette société veut aider l'Algérie à acquérir sa propre technologie en matière de surveillance et de localisation, mettre en place une banque de données et développer la formation.

Il s'agit également, selon le vice-président ventes de Euronet Worldwide, Claudio Benvenuti, d'«investir» dans un pays fortement «prometteur», en matière de réseaux, de processus et maintenance, et dans le transfert de fonds.

C. B.

ALGÉRIE POSTE

Haïchour veut garder Houadria

La directrice d'Algérie Poste, Houria Houadria, disposait de l'après-midi d'hier pour rendre au ministre Haïchour sa décision de rester ou de quitter son poste. C'est le ministre lui-même qui lui a fixé cet «ultimatum», arguant qu'il était lui-même tenu de prendre une décision durant la soirée du même jour.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Voilà en somme ce qui ressort de la sortie pour le moins inattendue de Boudjemaâ Haïchour lors d'une rencontre avec la presse. En effet, le ministre des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication est longuement revenu sur l'épisode des rumeurs répandues à propos du limogeage de M^{me} Houadria de la direction d'Algérie Poste. Le ministre a d'abord démenti les récits de presse selon lesquels il allait démettre M^{me} Houadria de ses fonctions. Haïchour s'est alors étalé sur la genèse de l'affaire. Il a raconté que M^{me} Houadria était venue le rencontrer afin de lui faire part de sa volonté de partir à la retraite. Selon

Haïchour, la directrice d'Algérie Poste a motivé ses intentions par les articles de presse qui lui sont défavorables et à travers lesquels il est fait mention de la volonté du ministre de la dessaisir de ses responsabilités. Haïchour affirme avoir répondu que la presse est libre de rapporter les informations qu'elle détient, mais parfois elles sont infondées.

Selon lui, l'éventuel départ de Houria Houadria relève de sa propre volonté et non en raison de mauvaise gestion. A ce propos, le ministre a mis en valeur les qualités de la gestionnaire d'Algérie Poste. Les résultats commerciaux étant positifs et s'inscrivent dans une courbe ascendante depuis le passage de la Poste au statut

d'Epic. Par ailleurs, M. Haïchour a expliqué qu'il avait tenté de ramener Houadria à de meilleurs sentiments, puisque lui-même est satisfait, du travail de cette femme qui a su gérer 27 000 employés, et ce, cinq années durant.

Il lui a suggéré de profiter des vacances de Mouharam pour prendre du recul. Houadria est alors revenue vers le ministre pour lui annoncer qu'elle pouvait revenir sur sa décision.

Or, un détail imprévu est venu fausser les calculs. Boudjemaâ Haïchour a ajouté qu'il avait appris par le biais du responsable du personnel du ministère que M^{me} Houadria avait déjà entamé la procédure administrative de départ à la retraite.

Un dossier complet avait été introduit par cette dernière auprès de la Caisse nationale des retraites en date du 27 septembre 2007. Haïchour a alors soutenu qu'il s'est retrouvé face à une situation complexe. Le dossier de départ à la retraite de Houadria ayant déjà fait son chemin, il était dans l'im-

possibilité d'intervenir. C'est alors que le ministre des Postes et des Technologies de l'Information a proposé à la DG d'Algérie Poste (qui se trouvait à sa gauche) un ultimatum. «Il appartient à présent à M^{me} Houadria de décider si elle veut continuer sa mission ou pas. Si, oui, elle doit formuler une demande manuscrite pour l'annulation de la procédure de départ à la retraite. Cette demande doit être élaborée cet après-midi même (il était 12h). «Elle est aussi invitée à me faire connaître sa décision avant la soirée, car je dois prendre des mesures durant la soirée», a conclu le ministre. Présent à cette événement, le président de la Fédération des postes des télécommunications (UGTA) n'a pas manqué de prendre la parole pour exhorter M^{me} Houadria à rédiger sa demande manuscrite et reprendre ses fonctions. A l'heure où s'écrivent ses lignes, l'on ne connaît toujours pas la décision prise par la directrice d'Algérie Poste.

N. M.

AMAR GHOU L'A AFFIRMÉ HIER :

«1600 projets seront réceptionnés en 2008»

«1600 projets seront réceptionnés en 2008», a déclaré le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, lors de son passage à l'émission «Fi al Wadjha», sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Outre l'autoroute Est-Ouest et la deuxième rocade sud d'Alger, il s'agira entre autres des 392 projets inscrits dans le cadre du programme sectoriel des Hauts-Plateaux pour lequel une enveloppe financière de 132 milliards de dinars a été consacrée, ainsi que les 275 projets au titre du programme du Grand Sud qui s'élève à 150 milliards de dinars. Amar Ghoul a indiqué que ces

projets ont été lancés et «enregistrent un taux d'avancement global de 70%». La région des Hauts-Plateaux sera dotée d'une autoroute de plus de 1 300 km dont les études y afférentes sont en cours. «Le lancement des travaux est prévu pour la fin de cette année», a assuré l'invité de la radio. Le ministre des Travaux publics a, en outre, réaffirmé que la livraison du grand projet de l'autoroute Est-Ouest se fera dans les délais impartis. Soit au début de l'année 2009. S'agissant du péage, il assurera que les tarifs qui seront appliqués ont fait l'objet d'une étude préalable d'un bureau international et «seront à la portée de tous». Ce même projet a, selon le premier responsable du secteur des travaux publics, généré jusqu'à 75 000 emplois directs

et indirects. «Dès sa livraison en 2008 et durant son exploitation, le projet génèrera entre 150 000 et 200 000 emplois permanents», a encore noté Amar Ghoul. Ce dernier soulignera dans ce même cadre l'impact socioéconomique positif qu'aura ce projet dès sa mise en service dans les régions qui le traversera par le biais de la création de nouveaux pôles économiques. Interrogé sur le taux de croissance du secteur, Amar Ghoul a indiqué que celui-ci est passé de 4% en 2000 à plus de 11% en 2007. «Nous nous attendons à un taux de croissance plus élevé en 2008 grâce à la réception des projets en cours de réalisation», a prévu le ministre des Travaux publics.

L. M.

MALAISE SOCIAL

Les syndicalistes de Rouiba tirent la sonnette d'alarme

Le front de la contestation sociale s'élargit. Après les syndicats autonomes, c'est au tour des structures syndicales affiliées à l'UGTA de monter au créneau en tirant la sonnette d'alarme.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est le cas de l'union locale de Rouiba, qui a conclu à une «menace d'explosion sociale» à l'issue d'une réunion de ses cadres syndicaux, dont l'ordre du jour portait sur «les problèmes socioprofessionnels des travailleurs de la localité ainsi que sur le devenir des entreprises menacées de disparition».

En effet, le constat dressé par les syndicalistes de l'une des plus importantes zones industrielles du pays est révélateur du marasme socioéconomique que traverse le pays. C'est dans ce cadre qu'ils indiquent que «malheureusement, la cohésion sociale tant recherchée est aujourd'hui

mise à mal par l'érosion du pouvoir d'achat des travailleurs qui constatent avec désespoir que celui-ci se dégrade de jour en jour et qu'aucun indice ne laisse espérer son amélioration». Les syndicalistes affiliés à l'union locale de Rouiba poussent plus loin leur argumentaire sur la question en mettant en exergue «l'absence de dialogue social au niveau des entreprises, notamment celles concernées par les mesures de restructuration et de privatisation», la «volonté manifeste visant la destruction des entreprises relevant du secteur public parmi les plus florissantes», «la précarisation du travail qui tend à se généraliser au niveau de toutes les entreprises et

administrations», les «travailleurs qui ne se sentent pas en sécurité en dépit de l'existence d'un arsenal juridique qui leur garantit pourtant un emploi permanent» et «l'absence de visibilité en matière de stratégie de lutte contre le travail informel qui menace les entreprises créatrices de richesses, un phénomène qui prive l'Etat d'importantes ressources fiscales et accentue le phénomène du chômage chez de larges pans de la société».

En somme, les représentants des travailleurs de la zone industrielle de Rouiba n'ont fait que dresser un tableau d'une situation qui, par ailleurs, était celle que devait faire la direction nationale de l'UGTA. Ainsi, par le biais dudit communiqué, les cadres syndicaux de l'union locale de Rouiba constatent «avec amertume que les augmentations des salaires ont été totalement banalisées et

vidées de leur substance par les effets des augmentations constantes de tous les prix des produits, notamment ceux de large consommation».

«Les cadres syndicaux de Rouiba considèrent que durant l'étape que traverse le pays actuellement l'économie nationale a besoin d'un secteur public fort, capable d'assurer un rôle régulateur devant être consolidé pour permettre à l'économie nationale de se développer davantage mais aussi pour assurer la cohésion et la stabilité sociales.

Il est nécessaire, à ce titre, que les pouvoirs publics aient la volonté réelle de susciter l'émergence d'un environnement économique et social à même de garantir la dynamique d'un développement durable des entreprises économiques viables», lit-on dans le communiqué.

A. B.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Le «lifting» de la SNTF

Réduire les temps de parcours, rendre plus attractif et fluide le mode de transport ferroviaire, consolider la compétitivité sont les principaux objectifs fixés par la SNTF, à l'horizon 2012.

Wassila Zegitouché - Alger (Le Soir) - Avec la réalisation d'une marche d'essai de 4 heures sur la ligne d'Alger-Oran, soit une réduction du temps de parcours de 30 minutes, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) compte améliorer la qualité de ses services.

A cet effet, la SNTF entreprend depuis plus de deux années, des travaux importants sur ses lignes ferroviaires. Selon Ali Leulmi, directeur général adjoint de la SNTF «la société opère dans une conjoncture des plus concurrentielles» d'où la nécessité d'améliorer son mode de transport en le moder-

nisant. «Depuis deux années nous évoluons dans une dynamique de modernisation des transports ferroviaires» explique ce même responsable. Les travaux entrepris par la SNTF sont destinés à la correction des voies ferrées sur les axes Alger - Oran, Alger - Constantine et Alger Annaba, apprend-on.

Avec la mise en circulation des autorails acquis récemment et celle du réseau express de la banlieue algéroise, la SNTF veut faire de 2008 l'année du chemin de fer algérien. A ce sujet, M. Leulmi nous a expliqué que l'accomplissement de cet exploit n'était pas réalisable avant la réception de nouvelles locomotives, et tout simplement avant l'achèvement des travaux.

En fait, la SNTF vient d'acquiescer 30 nouvelles locomotives atteignant la vitesse de 160 km/h et plus», précisera le DG de cette société. Des locomotives ayant des niveaux de performance très élevés, et équipées en moyens répondant aux normes de la modernité, nous a-t-il précisé. On notera que 16 loco-

motives seront réservées au transport de marchandises et les 14 restantes seront destinées à renforcer les engins de traction. Cette marche d'essai sur l'une des plus importantes lignes ferroviaires, Alger-Oran, serait une réussite. Mais l'objectif est de réussir «à réduire ce parcours à 3h30min, à l'horizon 2010-2012».

L'importance a d'abord été donnée à la rocade nord, vu son importance stratégique et économique. Ce «lifting» des voies ferrées, s'étendra à toutes les lignes ferroviaires, à travers le pays.

Dans son programme d'action, la SNTF prévoit «de désenclaver les régions du sud» en espérant réaliser des gains de temps considérables sur les lignes desservant Béchar, Biskra ou Tougourt.

A noter que ce nouveau service de «train rapide» sera effectif sur le plan commercial à partir de la fin février. Une plus grande utilisation du transport permettra la décongestion des réseaux routiers.

W. Z.